

IMMEUBLE VISÉ PAR LA DEMANDE

| | |
|---|--|
| Adresse : | |
| <input type="checkbox"/> PROPRIÉTAIRE | <input type="checkbox"/> REQUÉRANT* (Si autre que le propriétaire) |
| Nom : | Nom : |
| Adresse : | Adresse : |
| Téléphone : | Téléphone : |
| Courriel : | Courriel : |
| * Une procuration écrite du propriétaire est requise si le requérant n'est pas propriétaire de l'immeuble visé. | |

INFORMATION RELATIVE À LA DEMANDE

| | | | | |
|--|-------------------------------------|-------------------------------------|-----------------------------------|---------------------------------|
| USAGE DU TERRAIN | | | | |
| <input type="checkbox"/> Résidentiel | <input type="checkbox"/> Commercial | <input type="checkbox"/> Industriel | <input type="checkbox"/> Agricole | <input type="checkbox"/> Autres |
| DESCRIPTION SOMMAIRE DE LA DEMANDE | | | | |
| 1. Quelle est la disposition réglementaire que vous ne pouvez pas respecter? | | | | |
| 2. Indiquer la nature de la dérogation demandée (<i>joindre tout document pouvant faciliter la compréhension comme des plans, un certificat de localisation, des photos, etc.</i>) | | | | |
| 3. Quelles sont les raisons pour lesquelles vous ne pouvez pas vous conformer aux dispositions réglementaires existantes? | | | | |
| 4. Description du préjudice causé au requérant par l'application des dispositions réglementaires : | | | | |
| 5. Quels sont les impacts sur les propriétés voisines? | | | | |
| 6. Autres renseignements utiles à l'étude de la demande : | | | | |

PROCÉDURE D'APPROBATION DE LA DEMANDE DE DÉROGATION MINEURE

Le but d'une demande de dérogation mineure est d'obtenir un assouplissement à certaines dispositions du règlement de zonage ou de lotissement municipal.

- Le conseil municipal peut exiger, comme condition d'acceptation d'une demande de dérogation mineure, que les travaux à réaliser respectent intégralement les documents ayant servi à l'étude de la demande.
- Les frais d'une demande sont de 400\$ et sont payables par chèque et sont non remboursables.
- Toute demande est analysée par le Comité consultatif d'urbanisme (CCU). Ce comité est formé de cinq (5) citoyens, de deux (2) conseillers municipaux et d'une (1) personne-ressource. Il étudie les demandes de dérogation mineure aux règlements d'urbanisme et formule des recommandations au conseil municipal.
- Les membres du CCU peuvent visiter l'immeuble faisant l'objet d'une demande, s'il y a lieu.
- Tout citoyen qui le désire peut se présenter devant le CCU pour expliquer sa demande. Ce comité n'a aucun pouvoir décisionnel et reste impartial lors des représentations.
- Le conseil municipal, suite à l'étude de la demande et du rapport du CCU relatif à cette dernière, accorde ou refuse complètement ou partiellement la dérogation. Cette décision du conseil doit être rendue par résolution et être précédée d'un avis public précisant la date de l'assemblée où elle sera soumise au conseil.

Pour qu'une dérogation mineure puisse être accordée par le conseil municipal, la demande doit respecter, entre autres, les critères suivants :

- Une dérogation mineure aux règlements de zonage et de lotissement doit respecter les objectifs du plan d'urbanisme;
- La dérogation ne peut être accordée que si l'application du règlement a pour effet de causer un préjudice sérieux à la personne qui demande la dérogation mineure;
- La dérogation ne peut être accordée si elle porte atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété.

DOCUMENTS EXIGÉS

Il est possible que d'autres documents ou renseignements supplémentaires vous soient exigés lors de l'analyse du dossier.

- Procuration du propriétaire (s'il y a lieu)
- Dans le cas d'une dérogation mineure relative aux marges de recul et au lotissement, la demande doit être en plus accompagnée d'un certificat de localisation signé par un arpenteur-géomètre et montrant le bâtiment proposé ou existant. (Règlement #140-2005 article 3.1.1)
- Plan d'implantation
- Plan du bâtiment, le cas échéant, montrant le plan de chacun des niveaux projetés et les quatre (4) élévations
- Photos récentes permettant d'identifier la dérogation demandée
- Une preuve que le requérant est propriétaire de l'immeuble
- Le paiement des frais de 400\$

DÉCLARATION DU REQUÉRANT

Le **soussigné déclare** que les renseignements précédents sont exacts et complets et s'engage à déposer tous les documents requis à la demande des services concernés. Le soussigné déclare également avoir pris connaissance de la procédure et de la réglementation municipale applicable en vigueur. Enfin, le soussigné comprend que **le présent formulaire ne constitue pas une demande de permis.**

SIGNATURE :

DATE :

ESPACE RÉSERVÉ À LA MUNICIPALITÉ

Matricule : _____ Numéro de la demande : _____
 Encaissement des frais : Oui _____ Non _____ Mode de paiement : _____ Date d'encaissement : _____
 Séance du Comité consultatif d'urbanisme le : _____
 Décision du Conseil municipal le : _____ Numéro de résolution : _____
 Émission d'un certificat d'autorisation / permis, le cas échéant le : _____